

SYRIE

# Les va-t-en-guerre ne les aideront pas

La Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie estime qu'une intervention militaire en Syrie aggravera la crise des réfugiés.

• Alain WOLWERTZ

«**U**n escalade militaire ne va faire qu'augmenter la violence qui est elle-même un mécanisme autoreproducteur...» À l'heure où la France prévoit d'intensifier son intervention en Syrie et va y envoyer ses bombardiers, que la possibilité d'une intervention directe des forces russes est de plus en plus plausible et que les dirigeants européens sont toujours plus nombreux à penser qu'une intervention renforcée face à ce conflit protéiforme fait partie de la solution, la position de la Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie (CNAPD) est à rebrousse-poil.

Aujourd'hui, la crise des réfugiés pousse (enfin) les responsables politiques occidentaux à agir, constate le CNAPD, qui regroupe des organisations de jeunesse et de mouvements d'éducation permanente. Mais le seul élément de solution qui émerge est celui d'une intervention militaire accrue.

Or, dit l'organisation, « une *co-uche supplémentaire de violence* » ne réglera rien sur place. Au contraire, ceux qui prennent aujourd'hui la posture de va-t-en-guerre ne feront qu'accroître les souffrances des populations civiles sur place et feront gonfler encore le flux de réfugiés qui cherchent la sécurité en Europe.

« La coalition internationale doit faire son mea culpa et reconnaître que son intervention a déjà approfonni le conflit et l'a rendu multiforme, sans pouvoir arriver à une solution politique », expose Samuel Legros, chargé du plaidoyer politique au CNAPD.

**Parler avec Bachar al-Assad ? « C'est une évidence »**

Alors quoi ? On accueille les réfugiés qui parviennent à passer mer et barbelés et on regarde se faire massacrer ceux qui restent dans le pays dévasté ? Non, on assied à table toutes les parties et on négocie une solution politique, plaide le CNAPD.



Pour vraiment aider la population syrienne, il faut ouvrir un dialogue. Y compris avec Assad, selon le CNAPD.

**La coalition doit faire son mea culpa et reconnaître que son intervention a déjà approfonni le conflit.**

Utopique à ce stade ? « Non, car il y a plus que jamais un espace pour la négociation politique, juge Samuel Legros. Jusqu'à présent, il n'y avait pas d'accord possible car les uns et les autres empêchaient que leurs protégés sur le terrain ne se parlent. »

Aujourd'hui, même si la coalition internationale soutient la mosquée qui constitue l'Armée syrienne libre ainsi que les Kur-

des et que la Russie épaula le régime de Bachar al-Assad, « il y a des convergences stratégiques pour combattre les mêmes ennemis (NDLR : les djihadistes de l'État islamique) ».

En clair, ces deux camps ont déjà bien assez à faire avec l'EI que pour encore se tirer dans les pattes. Ils doivent se mettre à table et négocier.

Voilà qui impliquerait donc de parler avec Bachar al-Assad, le pestiféré de la coalition internationale ? « Oui, c'est une évidence, dit Samuel Legros. Il n'est pas question de le soutenir mais bien de constater que des gens se battent pour lui. Et si on veut qu'ils arrêtent de le faire, il faut parler avec lui. »

Tout comme il faut profiter de la volonté de la Russie de s'engager un pas plus loin dans le soutien au régime du président syrien pour faire de Poutine un acteur du dialogue.

Et là où les bombardiers ont échoué à bloquer leur avancée, des palabres permettraient aussi d'arrêter les fous de Daesh ? Même si « c'est plus complexe », le CNAPD le pense. Car Daesh n'est que le monstre sorti des décombres de la destruction de la région.

« Destruction rendue possible par l'absence de volonté pacifiante des différents sponsors régionaux et internationaux de la violence dans ce pays. »

Car si Daesh a pu avancer aussi vite c'est parce qu'ils ont reçu (et reçoivent encore) un soutien financier, en armes et en formation d'États qui ont utilisé cette carte du fou pour jouer le jeu de leurs intérêts propres. Mais aujourd'hui, c'est ce fou qui gagne et il est temps que les joueurs redistribuent les cartes, demande le CNAPD. ■

## VITE DIT

**Un émissaire de l'ONU discute avec Damas**

L'émissaire de l'ONU pour la Syrie a entamé jeudi à Damas des entretiens avec le régime sur son initiative de paix, au moment où Moscou affirme sa présence dans ce pays en proposant un dialogue « entre militaires » avec Washington. L'arrivée du diplomate Stefan de Mistura à Damas intervient alors que l'Occident, submergé par l'arrivée des migrants, veut une solution politique au conflit quitte à trouver un compromis avec le président Bachar al-Assad, dont il exigeait le départ.

**Cratie : des milliers de migrants sont arrivés**

Entre 4 000 et 5 000 migrants se trouvaient hier matin à la gare de Tovanrik, ville croate proche de la frontière serbe, dans l'espoir de prendre un train pour Zagreb. Les candidats à l'exil dont certains fuyaient les guerres en Syrie et en Irak, sont arrivés dans la nuit de mercredi à jeudi après avoir traversé la frontière serbo-croate.

**Sommet européen mercredi à Bruxelles**

Un sommet extraordinaire de l'Union européenne sur les réfugiés sera organisé le 23 septembre à Bruxelles afin de faire face à la crise migratoire. Il s'agit de trouver un accord sur la répartition de 120 000 réfugiés entre les pays de l'UE, proposée par la Commission européenne

## Rudy Demotte veut son CRI

**INTÉGRATION** ♦ Alors que les demandeurs d'asile continuent à arriver à la caserne Saint-Jean de Tournai, où le gouvernement fédéral a ouvert 350 places d'accueil, les bourgmestres de Wallonie picarde ont plaidé jeudi en faveur de l'ouverture d'une antenne du Centre Régional d'Intégration (CRI) sur leurs terres. Aujourd'hui, six antennes sont ouvertes en Wallonie mais aucune dans l'ouest de la province de Hainaut. Tournai est logiquement candidate à l'accueil de cette antenne. Le président du collège des bourgmestres de Wallonie picarde, Rudy Demotte (PS) estime que l'ouverture d'une antenne du CRI sur le territoire de Wallonie picarde servirait de point d'ancrage aux mouvements associatifs qui aident à l'accueil des demandeurs d'asile.

## BRUXELLES Le WTC III s'agrandit de 200 lits

Quelque 200 lits supplémentaires sont actuellement installés au second étage du WTC III et viendront s'ajouter aux 300 lits déjà disponibles, indique le WTC-Rouge. Depuis mardi, le WTC III est ouvert 24 h/24. Trois cents personnes y ont logé la nuit de mercredi à jeudi et 50 places se sont libérées jeudi. Si tout est prêt, précise la Croix-Rouge, 250 personnes supplémentaires pourront donc se présenter jeudi au numéro 24 du boulevard Albert II. Vingt-cinq douches sont opérationnelles : 17 sont accessibles sans sortir du bâtiment et un conteneur avec huit douches supplémentaires a été installé

par l'armée dans la rue adjacente. Une vingtaine de toilettes sont utilisables au 1er étage, une quinzième au second. Des lavabos sont aussi disponibles. Des repas chauds sont servis et un poste de soins est accessible.

Des centaines de demandeurs d'asile se sont rendus jeudi à l'Office des étrangers à Bruxelles. Près de 240 d'entre eux ont pu être inscrits. Quelque 200 autres personnes ont reçu une invitation à se présenter la semaine prochaine. La porte-parole de l'Office des étrangers s'attend à une affluence vendredi en raison du fait qu'aucune nouvelle inscription ne sera enregistrée au cours du week-end. ■

## COXYDE Les militaires ont peur de traumatiser les réfugiés

Le syndicat militaire ACGMP-CGPM se demande s'il est bien indiqué d'accueillir des migrants traumatisés dans les casernes de Coxyde et de Lombardsjde où des exercices de tirs sont réalisés régulièrement. Selon le syndicat, des responsables de Fedasil auraient déjà rendu un avis positif pour l'accueil de plusieurs centaines de réfugiés à Lombardsjde. Les militaires en poste s'en étonnent parce que les demandeurs d'asile se trouveraient à côté de systèmes d'armement opérationnels. Fedasil ne confirme pas cette information mais sa porte-parole, Mieke Candaele, souligne

que la proximité d'entrainements militaires ne constitue pas un argument pour ne pas recevoir de demandeurs d'asile. « Si les accompagnateurs devaient se rendre compte que les exercices représentaient un problème pour un certain nombre de gens, des mesures adaptées seraient alors prises. Des accords clairs ont également été conclus avec la Défense : les réfugiés sont séparés des activités militaires ». La porte-parole de Fedasil ajoute que d'autres demandeurs d'asile ont déjà été accueillis dans les casernes d'Elzenborn et de Florennes, où des exercices ont également lieu. ■